

La crise catalane s'exporte en Belgique

- Bart De Wever, président de la N-VA, s'en prend à son tour au Parti populaire espagnol en invoquant le passé franquiste.
- Le MR reste très prudent vis-à-vis de son allié nationaliste au fédéral.
- Ce mardi, 200 bourgmestres catalans manifesteront à Bruxelles pour soutenir le leader catalan Carles Puigdemont, laissé libre par le juge belge chargé de son dossier.

Charles Michel en scène mercredi

Chambre. Le Premier ministre, Charles Michel (MR), répondra mercredi matin aux questions des députés sur la crise catalane en commission de l'Intérieur de la Chambre. Charles Michel ne s'est plus exprimé à propos de ce dossier depuis le 31 octobre, au lendemain de l'arrivée de M. Puigdemont en Belgique. Il avait alors affirmé que son gouvernement n'avait entrepris aucune démarche en vue de l'arrivée du président catalan et assuré que celui-ci disposerait des mêmes droits que chaque citoyen européen, ni plus, ni moins. *"Le gouvernement veillera au respect de l'Etat de droit"*, avait-il ajouté. Le Parlement flamand organisera, quant à lui, mercredi un débat d'actualité, à la demande de la N-VA soutenue par le Vlaams Belang et Groen.

En choisissant Bruxelles pour la mise en scène de son exil, Carles Puigdemont va pouvoir mesurer toute la différence entre l'indépendantisme catalan et le nationalisme flamand. En Espagne, l'Etat central se livre à un combat juridique et politique jusqu'à la mort: un système institutionnel lutte pour sa survie. En Belgique, l'idée d'une prise d'indépendance de la Flandre ressemble davantage à une farce de la RTBF et à son "Bye Bye Belgium" qu'à un

coup d'Etat possible. La Flandre domine. La minorité politique, linguistique et économique est à chercher du côté francophone. De même, en Belgique, le parti indépendantiste, la N-VA, détient la plupart des fonctions régaliennes du pouvoir fédéral : Intérieur, Finances, Défense. Pas de charge brutale contre des nationalistes possible chez nous : la police est dirigée par un ministre N-VA, Jan Jambon. Allez expliquer cela à Barcelone...

De Wever et Franco

Pourtant, malgré ce fossé entre le combat flammingant et le catalanisme, les poids lourds de la N-VA ont multiplié les signes de compréhension et de bienveillance à l'égard du président destitué de la Generalitat, brouillant la ligne diplomatique de la Belgique. Theo Francken (évidemment...) avait allumé la mèche en doutant de l'objectivité d'un procès intenté contre les leaders catalans. Il sous-entendait que l'Espagne n'en avait pas tout à fait fini avec son passé franquiste et ses procès politiques... Le parti du Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, s'en était alors pris directement au plus gros parti flamand : selon le PP, la N-VA a des antécédents xénophobes, rejette les étrangers et ferait mieux de s'abstenir de critiquer l'Espagne.

“Sur la préhistoire d'un parti, le Parti populaire (espagnol) devrait vraiment se taire”, a répliqué ce lundi Bart De Wever, évoquant la période franquiste. “Beaucoup de gens de ce régime sont encore responsables dans ce parti, qui ne semble apparemment pas avoir retenu beaucoup de leçons du passé”, a ajouté le chef des nationalistes flamands, cité par la VRT. Le président de la N-VA appuyait ainsi les critiques tenues dimanche par Jan Jambon, en son nom personnel, contre la répression orchestrée par Madrid. “Il se passe (en Espagne) des choses que nous ne devrions tolérer dans aucun pays de l'Union européenne. Que l'on soit d'accord ou non avec les Catalans n'a en fait rien à voir. On n'enferme pas des gens parce qu'ils exercent simplement leurs droits démocratiques”, a ajouté Bart De Wever.

Un jeu d'apparences nationalistes

Cette passe d'armes est matamoresque, virile mais factice. La N-VA a tout à gagner et rien à perdre en allumant Rajoy de la sorte. En fait, les nationalistes flamands utilisent de manière très habile la crise de régime en Espagne pour redorer leur étoile indépendantiste. Au pouvoir au fédéral, la formation héritière de la Volksunie est mise sous pression par la frange la plus radicale de ses électeurs. C'est une minorité, mais Bart De Wever n'a pas envie de la voir se jeter dans les bras du Vlaams Belang qui joue de plus en plus la carte flammingante. En défendant Carles Puigdemont, la N-VA se redonne des allures indépendantistes en adoptant un ton qu'elle ne peut plus se permettre sur l'avenir de la Belgique (pour l'instant, en tout cas).

Cette stratégie a été critiquée à l'échelon belge : la N-VA saperait les rapports entre la Belgique et l'Espagne en se mêlant de ses problèmes politiques intérieurs. La N-VA affaiblirait le Premier ministre Charles Michel en lui imposant une ligne anti-Madrid. On peut toutefois estimer qu'un parti a bien le droit d'exprimer une position, voire des craintes et des critiques, à l'égard de la situation politique dans un autre pays que le sien. Charles Michel est attaqué par l'opposition sur les déclarations de ses partenaires nationalistes mais il peut aussi comprendre que la N-VA doit ménager son aile la plus radicale et que cela peut, occasionnellement, faire des dégâts. C'est le prix à payer par le MR pour prolonger la “suédoise” au-delà de 2019.

Reynders prudent avec la N-VA

D'ailleurs, si le locataire du 16, rue de la Loi, s'exprime désormais de manière hyper-prudente sur la question catalane, le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), est presque aussi tempéré à l'égard des commentaires peu diplomatiques de la N-VA. “Il y a une animation autour de ce dossier qui dépasse les limites du raisonnable en Belgique [...] Certaines personnes s'en mêlent et commentent la crise en Belgique alors que ce n'est pas leur rôle”, a-t-il indiqué depuis New Delhi où il accompagne une visite d'Etat. Didier Reynders a froncé les sourcils, mais sans désigner les fautifs.

Barcelone vaut-elle vraiment une crise belge ? Non, même pour la N-VA. Bart De Wever, Jan Jambon, Theo Francken et leurs collègues savent bien que le Flamand moyen ne leur pardonnerait pas la chute du gouvernement fédéral sur une question aussi lointaine. La N-VA s'est normalisée dans le jeu politique, même si elle garde un fonds de commerce nationaliste. Elle sait qu'elle gagnera les élections générales de 2019 sur la base de son image gestionnaire, de son bilan économique, en matière de sécurité et d'immigration. Et non sur le sort qui sera réservé à Carles Puigdemont.

Frédéric Chardon

“Certaines personnes s'en mêlent et commentent la crise en Belgique alors que ce n'est pas leur rôle.”

Didier Reynders

Le ministre belge des Affaires étrangères (MR) a déploré lundi, sur Bel-RTL, les déclarations de personnalités politiques belges sur la crise catalane.

“Les déclarations des derniers

jours compliquent fortement la capacité de notre pays à tenir un rôle diplomatique crédible.”

Wouter Beke
Président du CD&V.

“Ce serait trop simple de considérer que la question catalane n’est qu’un débat interne à l’Espagne.”

Karel De Gucht
Ancien commissaire européen et ancien ministre belge des Affaires étrangères, Karel De Gucht (Open VLD) a estimé, à la VRT, que l’Europe ne pouvait plus rester muette sur l’incarcération de responsables politiques catalans et les peines qui les menacent.

“Si l’on se tait lorsque des responsables politiques sont jetés en prison parce qu’ils ont une opinion ou lorsque l’on recourt à la violence contre des citoyens, alors c’est de la non-assistance à personne en danger.”

Bart De Wever
Le président de la N-VA a ajouté :
“Beaucoup de gens du régime franquiste sont encore responsables dans le parti PP (Ndlr : le parti du Premier ministre espagnol Rajoy), qui ne semble apparemment pas avoir retenu beaucoup des leçons du passé.”

“M. Puigdemont n’a pas choisi la justice belge mais la justice flamande. Alors qu’il parle français, il veut un juge flamand parce qu’il espère que parmi les nationalistes il y ait un juge qui lui soit favorable.”

Esteban Gonzalez Pons
Selon ce député européen espagnol, membre du PP, *“il y a en ce moment un problème en Belgique entre partis européens et partis xénophobes et anti-européens, et Carles Puigdemont n’est qu’une excuse comme une autre.”*

“Le CDH attend que chacun respecte la règle de la séparation des pouvoirs, avant comme après les décisions de justice. Il fait confiance à la justice belge quant à la suite à donner au mandat d’arrêt européen lancé par la justice espagnole.”

Le CDH
Communiqué publié après le bureau du parti.
“Je serais très choqué si la justice belge mettait Carles Puigdemont en prison.”

Elio Di Rupo
Le président du PS a eu des mots très durs ce week-end à l’encontre du gouvernement espagnol. *“Je combats la politique de Puigdemont, mais je serais très choqué si la justice belge le mettait en prison”, a-t-il fait valoir. “Retrouvons un minimum de dignité. Combattons l’indépendantisme, mais restons démocrates. Puigdemont a abusé de sa position mais Rajoy s’est comporté en franquiste autoritaire. Trouvons le chemin d’une Espagne davantage fédérale”, a déclaré l’ancien Premier ministre sur le réseau Twitter.*

“Puigdemont peut faire campagne électorale en restant en Belgique”

Entretien Paco Audije
Correspondant à Madrid

Neus Lloveras (54 ans) est la bourgmestre de Vilanova i la Geltru (66 000 habitants), une ville située à 49 kilomètres au sud de Barcelone. Avec quelque 200 autres bourgmestres catalans, elle manifeste ce mardi à Bruxelles pour soutenir Carles Puigdemont. Militante du Parti démocrate européen catalan (PDeCAT), celui de Puigdemont, Lloveras est aussi la présidente de l'Association de municipalités pour l'indépendance (AMI) qui couvre environ 85 % du territoire catalan mais seulement 43 % de ses habitants car ni Barcelone, ni la plupart des communes de sa banlieue n'en font partie. Elle fait aussi l'objet d'une plainte du parquet espagnol.

Pourquoi vous avez décidé d'aller en Belgique? Qu'attendez-vous des autorités belges?

L'objectif de notre voyage ce n'est pas vraiment la Belgique, mais l'Europe. Ce sont les autorités européennes qui laissent se passer des choses en Catalogne qui vont clairement à l'encontre des valeurs européennes.

Qu'attendez-vous des autorités judiciaires belges sur la situation de M. Puigdemont ?

D'abord, nous avons remarqué que les autorités belges ont procédé différemment que leurs homologues espagnoles qui ont placé plusieurs “consellers” (les ministres catalans – Ndlr) en détention préventive. Ces derniers n'ont pas encore eu la possibilité d'être jugés de manière juste. Ensuite, nous espérons que le séjour du président – et de ses 4 consellers – en Belgique, au cœur de l'Europe, puisse servir à internationaliser le problème existant entre la Catalogne et l'Espagne.

En Belgique, l'opinion a entendu des déclarations du vice-Premier ministre Kris Peeters (CD&V) ou du député européen Guy Verhofstadt (Open VLD) très critiques envers M. Puigdemont. N'allez-vous déstabiliser un pays qui a un lourd contentieux communautaire ?

Pour nous, notre séjour en Belgique n'est qu'un moyen pour trouver une caisse de résonance, un haut-parleur à diriger vers l'Europe. C'est notre vision comme bourgmestres et je crois que pour M. Puigdemont, c'est exactement la même chose. Nous ne voulons d'aucune manière avoir une influence quelconque dans la politique intérieure belge. Pour nous, il ne s'agit que de porter à la connaissance de tous les Etats européens – et de très près – ce qui se passe en Catalogne. Et, ensuite, de leur demander d'intervenir pour défendre la démocratie dans notre pays. Nous ne resterons à Bruxelles qu'une seule journée.

Vos soutiens sont plutôt flamands ou francophones ?

Nous apprécierons toute l'aide que nous pourrions recevoir de toutes les composantes du pays. Mais, j'insiste, nous considérons la Belgique comme est un grand pays pouvant nous servir de plateforme pour faire passer notre message à toute l'Europe. C'est tout.

Le PDeCAT discute avec la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) la possibilité de refaire des listes unitaires comme en 2015. Croyez-vous vraiment que M. Puigdemont peut être en tête de ces listes ? Comment pourrait-il faire campagne électorale en Belgique ?

Je suis convaincue qu'il pourra faire le travail même en séjournant en Belgique. Et je trouve raisonnable qu'il soit en tête de nos listes.

Le leader indépendantiste reste libre de mouvement et de parole en Belgique

Charles Puigdemont, le ministre-Président catalan déchu, et ses quatre ex-ministres restent donc libres. Ainsi en a décidé le juge d'instruction de Bruxelles, qui a entendu les cinq personnes à l'encontre desquelles l'Espagne a émis un mandat d'arrêt européen aux motifs de "rébellion, sédition, détournement de fonds publics et désobéissance à l'autorité".

Le juge d'instruction a cependant fixé plusieurs conditions au maintien en liberté des indépendantistes catalans présents en Belgique depuis le lundi 30 octobre. Ces derniers doivent ainsi résider à une adresse fixe et se présenter en personne à tous les actes de procédures et à toutes les convocations des autorités judiciaires et policières. Ils ont aussi interdiction de quitter le territoire belge sans l'accord du juge. Ces décisions ne sont pas susceptibles d'appel.

En revanche, le magistrat n'a émis aucune restriction quant à leurs activités politiques, a précisé lundi matin le parquet de Bruxelles. "Il n'y a pas de conditions de limitation." Les Catalans présents en Belgique peuvent donc, s'ils le souhaitent, communiquer avec la presse ou avec des personnalités politiques.

"Aucun contact avec aucun ministre"

A une journaliste de la télévision espagnole, qui s'étonnait de la concordance entre la décision du juge belge et la sortie politique de Jan Jambon, ministre N-VA de l'Intérieur, qui a mis en cause samedi le comportement de Madrid dans cette affaire en s'étonnant que des membres d'un gouvernement aient été mis "en prison", la porte-parole du parquet de Bruxelles a répété que le magistrat avait pris sa décision en toute indépendance, en vertu de la séparation des pouvoirs. "Il n'y a eu aucun contact avec le moindre ministre, belge ou espagnol", a insisté Ine Van Wymersch.

Prochaine étape de la procédure : la comparution

des cinq Catalans devant la chambre du conseil de Bruxelles. On apprenait lundi soir que cette comparution aurait lieu le 17 novembre à 14 heures. M. Puigdemont et ses ex-ministres devront se présenter en chair et en os, au sous-sol du vieux palais de justice, où l'audience aura lieu à huis clos.

Des éléments de fait

Pourquoi le parquet de Bruxelles a-t-il pris le relais du parquet fédéral ? La procédure veut que les mandats d'arrêt européens soient transmis d'office au ministère public fédéral qui "dispatche" ensuite les dossiers vers les parquets locaux où ils sont rattachés.

M. Puigdemont et ses amis ont été vus plusieurs fois à Bruxelles où le leader catalan a donné une conférence de presse. Il s'est aussi exprimé au JT de la RTBF. C'est encore à la police judiciaire fédérale de Bruxelles qu'ils se sont présentés d'eux-mêmes dimanche matin. Autant d'*"éléments de fait"* qui expliquent que c'est désormais le parquet de Bruxelles qui est compétent, précise M^{me} Van Wymersch.

Si les intéressés sous mandat d'arrêt européen ou le parquet ne sont pas d'accord avec la décision de la chambre du conseil, ils peuvent interjeter appel. Le cas échéant, la cour d'appel aura 15 jours pour prendre une décision. Un pourvoi en cassation est aussi possible.

An.H.